

CTM

8 octobre 2013

finances Solidaires

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires

I.D.D.
Solidaires

= école + HOPITAL + TRAVAUX +... **Bercy beaucoup !**

Notre Déclaration liminaire

Bercy s'affaiblit. En dépit de son rôle théoriquement majeur dans l'appareil d'État et son impact sur la société française, en dépit de l'actualité qui le place souvent (parfois trop) au cœur de l'actualité, ce constat s'impose ; depuis 2002, le Ministère s'affaiblit dangereusement. La tendance est continue, nette, lourde : des arbitrages sont perdus et les moyens diminuent.

Affaiblissement sur plusieurs fronts

Bercy contre Intérieur : un déséquilibre croissant.

Cet affaiblissement s'effectue notamment au bénéfice du ministère de l'Intérieur. Cet affaiblissement s'effectue notamment au bénéfice du ministère de l'Intérieur. Loin de nous l'idée de vilipender un ministère régalien ou de jouer une concurrence déplacée. Mais les faits sont têtus : le rapprochement fisc/police (GIR, plan banlieue) s'est effectué vers le ministère de l'Intérieur pour une valeur ajoutée fiscale non démontrée. La brigade nationale de répression de la délinquance fiscale, un outil nécessaire dans la lutte contre la fraude, a oublié le service de la douane judiciaire : il faudra éviter que son action s'éloigne à terme de son objectif initial. Le budget de la politique immobilière de l'État relève des préfets de région. L'organisation de la DGCCRF n'est toujours pas revue. Au delà de cette direction, les débats sur l'administration territoriale de l'Etat montrent des volontés de placer la gestion des agents des services déconcentrés sous la coupe des préfets de région, dans une dynamique interministérielle. Tournant qui impactera nos ministères et ses directions...

Les emplois et le budget de Bercy toujours « non prioritaires »

Dans le même temps, Bercy ne cesse de perdre de nombreux emplois qui manquent cruellement à l'exercice de ses missions : accueil du public, lutte contre la fraude, relations avec les acteurs économiques et les collectivités locales... Ils pèsent lourdement sur les agents qui subissent une hausse continue de leur charge de travail et une complexité croissante de leurs missions. Ceci se traduit par une pression grandissante, par une hausse nette du mal-être au travail, aggravée par le mode de management « lollien ». Le nombre de cas souffrance au travail recensé explose à Bercy : près de 3000 en 2012, soit presque deux fois plus qu'il y a 5 ans phénomène sous évalué car de nombreux agents en souffrance ne se déclarent pas et consultent seulement leur médecin personnel).

Pourtant, avec un solde net de 2144 emplois supprimés dans la fonction publique d'Etat pour 2014 là où la stabilisation avait été invoquée, on aurait pu se passer de suppressions d'emplois à Bercy...

8 octobre 2013



Les services et les agents de Bercy sont victimes de cet affaiblissement

DGFIP : ça craque de partout...

La DGFIP franchira en 2014 la barre des 30 000 emplois supprimés (depuis 2002). La hausse de la charge de travail et de sa complexité n'est plus à démontrer.

Nous revenons systématiquement sur les principales questions que se posent les agents: comment faire son travail ? Comment répondre, physiquement ou par téléphone, effectivement à plus de 32 millions de personnes par an tout en maintenant un service de qualité et sans faire de «l'abattage» ? On pourrait citer toutes les missions de la DGFIP car sur tous les fronts, c'est l'alerte rouge : le nombre de directions locales en état de cessation de paiement augmente, le mal être au travail atteint des niveaux record chez les agents de tous grades, tout comme la perte de sens traditionnellement dévolu aux missions...

Il y a quelque chose de désespérant et aussi de révoltant à voir que les choix en termes de moyens ne tiennent compte ni des réalités des agents et des services, ni des besoins sociaux et économiques.

DOUANES : le changement perdu...

Des interrogations similaires à la Douane. Depuis plusieurs années (hors 2013), la Douane perd 360/370 emplois. Pour 2014, la saignée sera de 364 (les emplois Taxe Poids Lourd sont, à notre sens, un phénomène particulier). Cette destruction d'emploi s'inscrit dans la durée, elle est massive à l'échelle d'une administration qui a vu ses effectifs fondre d'un quart. Le projet stratégique est lié à la question budgétaire : le changement d'ADN de la DGDDI (de l'administration de régulation à l'administration d'accompagnement) vise à réduire notablement la voilure.

Si nous pouvons éprouver diverses envies à la présentation des perspectives budgétaires, celle de «relativiser» n'en fait nullement partie. Vu de la DGDDI, il ne s'est rien passé en mai 2012. Il y avait peut-être des ambitions, elles sont brisées !

DGCCRF : il y a urgence !

Pour la DGCCRF, il y a ces quelques créations d'emplois cette année... 15 petites créations d'emplois. Certes, c'est mieux que pour toutes les autres directions. Certes, c'est exceptionnel. Mais la situation de la DGCCRF depuis plusieurs années n'est-elle pas elle aussi exceptionnelle ? Ne laisser reposer l'exercice des missions que sur 3 ou 4 agents dans certains départements, c'est déjà tellement en-dessous de ce qui est acceptable, c'est inacceptable. Les 15 créations d'emplois ne peuvent faire oublier le reste, la situation catastrophique de la DGCCRF au niveau organisationnel.

Aujourd'hui, l'urgence impérieuse, est bien de remettre en fonctionnement cette administration en charge de la protection économique des consommateurs. Le CIMAP aurait ouvert une porte dans la décision 34 ? Engouffrez-vous y ! Sinon demain, le projet de loi consommation risque de n'être qu'une coquille vide et le consommateur abandonné sera laissé, aux appétits des grands groupes agro-alimentaires, sanitaires et financiers, tout comme les agents...

INSEE : Des engagements !

Les agents de l'INSEE attendent des engagements rapides sur l'avenir des établissements régionaux afin de les conforter dans leurs missions. Et de renforcer la neutralité des statisticiens et de l'indépendance et de la qualité de la statistique publique. Stoppons la baisse des effectifs ; arrêtons l'externalisation qui fragilise l'INSEE.

Solidaires
SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

DOUANES
Solidaires

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires finances

I.D.D.
Solidaires



Administration centrale : à nouveau un lourd tribut

Une fois de plus, votre propre administration centrale est fortement mise à contribution et notamment le Secrétariat général, la DG Trésor, la DGCIS qui souhaite pourtant effectuer un tournant stratégique majeur vont rendre de nombreux emplois. Et ce même si peu de personnes sont enclines à s'en émouvoir, les instances de Centrale observent toutes la traduction néfaste de ces « efforts économiques » sur les conditions de travail.

Au delà, ce sont aussi les services nouveaux ONP, SAE, AIFE... qui accumulent les plus grandes difficultés malgré leur rôle central pour les actes de gestion de l'État et l'avenir des personnels.

Industrie : Où va-t-on?

Là encore, l'avenir des missions est au cœur des inquiétudes. Quel avenir pour l'activité de second niveau des centres de contrôles VL et PL ? Quel impact pour le développement économique qui dans le cadre de la décentralisation verra ses missions transférées vers les conseils régionaux ? Quel avenir pour les inspections des installations classées pour la protection de l'environnement ? Une clarification écartant l'abandon et l'externalisation des missions est impérative. Car depuis 2005 les agents issus de l'industrie sont victimes de « maltraitance ». Chaque décision ministérielle les « pulvérisent façon puzzle » dans une variété de services disséminés sur tout le territoire.

Les questions qui se posent ont-ils encore des droits, en matière d'emplois, de promotions, d'action sociale, de conditions de travail ? Actuellement les agents se posent même une question existentielle de qui relèvent-ils ? de quelle « zone de gouvernance » dépendent ils ? pour quoi faire ? Après ces années d'errance, il vous appartient de leur apporter des réponses en légitimant la continuité de leurs missions de contrôle.

Vous le constatez, les urgences sont nombreuses pour renforcer Bercy et reconnaître le professionnalisme et les qualifications de ses agents

L'action sociale suscite toujours des questions

Le budget « Action sociale », santé et sécurité au travail » est maintenu. C'est un fait. Mais les inquiétudes demeurent :

- les besoins en prestations augmentent y compris en matière de sécurité et de santé au travail ;
- la régionalisation des crédits via chorus ampute de toute autonomie les délégués départementaux et augmente les délais de réponse aux besoins.
- la baisse des emplois pèse sur l'organisation départementale de l'action sociale qui doit être préservée et sécurisée.

Nous alertons enfin le Ministère sur la chute de la subvention de la MGEFI («problématique Tasca») et sur sa conséquence sur le pouvoir d'achat des agents du fait d'une hausse prévisible des cotisations.

Rémunération en berne quand la technicité augmente

Le pouvoir d'achat est déjà sous pression à cause du gel du du point d'indice, la chute du volume des promotions, l'absence de la revalorisation du régime indemnitaire.

Nous rappelons que Solidaires finances était opposée à la Prime de Fonctions et de Résultats ; elle est tout aussi opposée à la mise en place de l'Indemnité de Fonctions, d'Expertise et d'Engagement Professionnel à fortiori si celle ci doit être appliquée en premier aux agents de catégorie C, et ce quelque soit leur grade et leur direction d'affectation

Nous revendiquons quant à nous une revalorisation de l'indemnité mensuelle de technicité (IMT) : la prime de rendement collective pourrait l'abonder à hauteur de 150 euros dans un premier temps... avant une revalorisation nécessaire et légitime du fait de la hausse de la technicité des agents de Bercy.





Conditions de vie au travail : c'est pour quand l'amélioration ?

En juillet dernier, notre syndicat Solidaires Finances Publiques a demandé au Premier Ministre et à vous-même un « plan d'amélioration des conditions de vie au travail » pour la DGFIP. De fait, cette demande, concerne tous les agents du ministère. Matignon a indiqué par écrit que vous nous répondriez sur ce point.

Les attentes et les besoins ne cessent de croître, en témoignent les rapports des acteurs préventeurs : les situations de souffrance au travail explosent (de 2105 en 2009 à 2940 en 2012), elles sont essentiellement liées aux restructurations et réorganisations, à l'absence de repères, aux méthodes de management, à l'intensification des tâches, à l'absence de reconnaissance et au climat de tension croissante et de violence larvée.

Les Inspecteurs Santé et Sécurité au Travail sont de plus en plus interpellés par les agents sur leurs conditions de travail « non matérielles » : organisation, effectifs, formation professionnelle, charge de travail... Enfin, de nouvelles thématiques doivent être prises en charge notamment par les ergonomes : projets organisationnels, projets informatiques et problématique des Risques Psycho-Sociaux. Aujourd'hui, si les travaux du CHSCT-M ont permis l'élaboration d'outils à disposition des réseaux, force est de constater que concrètement, la situation des agents sur le terrain est alarmante !

Aujourd'hui 8 octobre 2013, au-delà de l'apparence et des simples déclarations d'intention, nous attendons de vous, des signes forts. Votre responsabilité est désormais engagée. A ce propos, nous attendons toujours la reconnaissance du tripode de Nantes en tant que site amiante.

Arrêtons d'ostraciser les militants syndicaux :

Le gouvernement fait du dialogue social un thème important. Or, les militants et élus du personnel sont trop nombreux à connaître des difficultés avec leur hiérarchie. Certes, il s'agit parfois de tracas quotidiens mais certains rencontrent de véritables difficultés ; d'autres sont même injustement mis en cause. Il est manifeste qu'un nombre sans doute minoritaire mais cependant croissant de responsables administratifs voient dans les militants syndicaux une contrainte.

Un véritable dialogue social doit accepter de reconnaître ceux qui se font l'écho des attentes, des colères mais aussi de l'attachement au service public des personnels. Ce message solennel doit être entendu de tous : les militants syndicaux, les représentants des personnels doivent être reconnus et respectés par l'administration et ce à tous les niveaux, comme n'importe quel agent doit l'être.

Pour conclure, nous avons quelques questions simples et directes qui attendent des réponses courtes et simples :

- **oui ou non** les suppressions d'emplois s'arrêteront-elles un *jour* ?
- **oui ou non** les budgets de fonctionnement seront-ils un *jour* revalorisés ?
- **oui ou non** la technicité des agents sera-t-elle un *jour* mieux reconnue (plans de qualifications, indemnitaire) ?
- **oui ou non** l'organisation des services et directions de Bercy sera-elle un *jour* stabilisée et améliorée ?
- **oui ou non** les mesures d'amélioration effectives des conditions de travail seront-elles prises un *jour* ?

Ce «jour» aurait déjà dû arriver à Bercy. Il n'est plus seulement «espéré», il est devenu vital

